

# TOCQUEVILLE MAGAZINE

## HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 649 mardi 9 février 2010

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

---

**Le 9 février est la fête de Sainte Appoline. C'était une vierge consacrée. Embrasée de l'amour de Dieu, elle mourut martyre au III<sup>e</sup> siècle, victime de la persécution de l'empereur Dèce.**

---

### EDITO

#### DEFICITS PUBLICS

**Tout le monde parle des déficits publics.**

A l'issue de la première conférence sur le déficit qui s'est tenue le jeudi 28 janvier 2010, Nicolas Sarkozy a annoncé que des « décisions extrêmement importantes » et « précises » seront prises par le gouvernement dès le mois d'avril pour enrayer la « spirale » des déficits. Priorité, entre autres, à la maîtrise de la dépense publique pour y parvenir.

**Or le Canada nous donne l'exemple d'une réduction de ces déficits. L'Institut Molinari nous fournit le informations détaillées que voici.**

« Le président français a entièrement raison! Il devrait d'ailleurs s'inspirer de l'expérience du Canada », souligne Valentin Petkantchin, co-auteur d'un document sur le sujet publié conjointement par l'Institut économique Molinari et l'Institut économique de Montréal.

**Le gouvernement fédéral canadien a effectivement réussi à mettre un coup de frein à la croissance des dépenses publiques au milieu des années 1990. Il a assaini les finances publiques et réduit considérablement le poids de la dette.**

**Les dépenses fédérales avaient augmenté de près de 60% en vingt ans. Les déficits successifs ont gonflé la dette fédérale qui s'est retrouvée multipliée par six entre 1974 et 1996. Son**

remboursement absorbait plus d'un tiers des recettes du gouvernement au début des années 1990. Le Canada était ainsi devenu l'un des pays développés les plus endettés.

Afin de ne pas « hypothéquer » l'avenir économique des Canadiens, le gouvernement a finalement mis un « coup de frein » aux dépenses fédérales. Les dépenses de programmes – i.e. hors frais de la dette – ont ainsi connu une baisse de 12,7% entre 1993-94 et 1996-97. Le nombre moyen d'employés travaillant dans le secteur public fédéral a été réduit de 16,7% en 1998 par rapport à son niveau de 1995.

Grâce à des recettes budgétaires plus importantes – dues en partie à la croissance économique, mais aussi à de nouvelles levées fiscales –, les déficits ont disparu dès l'exercice 1997-98. En 2007-2008, le Canada enregistrait son onzième budget excédentaire consécutif. La dette fédérale nette par citoyen canadien (ajustée pour l'inflation) a été réduite d'environ 40% en 2008 par rapport à son niveau de 1996.

Même si la crise actuelle a entraîné un retour des déficits au Canada elle montre cependant qu'il n'est pas impossible de stopper le dérapage de la dette publique. Elle illustre également combien une réelle volonté politique est nécessaire pour y parvenir !

« Si Nicolas Sarkozy et le gouvernement tiennent véritablement à maîtriser le déficit et la dette publique, ils devront résister, en dépit des échéances électorales, aux « clientèles » politiques qui bloquent souvent toute réforme de l'État et toute diminution de la dépense publique dont elles profitent », précise M. Petkantchin

Malgré ces informations et bien d'autres, il est probable que la réduction des déficits attendra longtemps en France, sauf à donner lieu à quelques coups de menton.

---

## DU NEUF ET DU DEJA VU

### FRECHE-FABIUS

Monsieur Frèche a dit que la tronche de Monsieur Fabius n'était pas très catholique. Et voilà toute le monde politique et tous les médias en transes.

Laurent Fabius se prétend insulté ; n'étant guère catholique, semble-t-il, de quoi il se mêle ?

Il y voit des injures racistes. Pourquoi dans le droit des gens, tel qu'il est depuis des siècles, serait-ce plus grave qu'une autre injure ?

La seule certitude est que Frèche est un grossier personnage. Dans une autre époque, Monsieur Fabius aurait rigolé de la grossièreté de ce Monsieur Frèche ou l'aurait rencontré sur le pré.

**S'il s'est tant agité, c'est que pour ces dirigeants douteux l'objectif principal est de se montrer dans les médias.**

**Cela nous a permis en tous cas d'admirer dans la presse le palais régional de Montpellier, temple bâti à la gloire d'un grossier personnage avec l'argent volé aux habitants.**

## **L'OURAGAN DES LOIS**

**Nous ne cessons de dire que l'ouragan des lois joue un rôle majeur dans la paupérisation de la France. Le Figaro y consacre une page entière et indique que députés et sénateurs n'en peuvent plus et le font savoir. Ils critiquent l'Élysée et le gouvernement trop prompts selon eux à les saisir de projets de lois mal ficelés.**

**Ils feraient bien de balayer devant leur porte. Car c'est eux-mêmes très souvent qui proposent des lois absolument inutiles et contradictoires. Et ils sont au bord de la crise de nerfs. Mais dans cette information le journal toujours complice ne dit pas que le peuple à la base souffre encore plus que ces richissimes législateurs.**

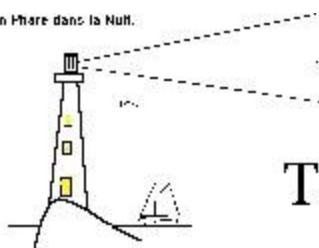
---

## **COURRIER DES LECTEURS**

**Nous avons eu un très abondant courrier des lecteurs, en particulier sur la raffinerie de Dunkerque et la désindustrialisation.**

**Un incident informatique l'a fait disparaître. Veuillez nous excuser.**

Un Phare dans la Nuit.



## TOCQUEVILLE MAGAZINE

**(Libérer le capital et le travail pour vaincre la pauvreté)**

### LE FLASH

**(A diffuser largement)**

**LUNDI 8 FEVRIER 2010**

#### LA RAFFINERIE DE DUNKERQUE

**L'histoire désolante de la fermeture de la raffinerie de Dunkerque appartenant au groupe Total illustre bien comment les pouvoirs publics depuis des décennies chassent véritablement en meute les industries du territoire national. Certes le groupe Total diffère la date de la fermeture mais personne n'est dupe sur la signification provisoire de ce décalage.**

**Rappelons d'abord qu'il est pas question simplement de supprimer la raffinerie de Dunkerque mais que la plupart des analystes prévoient que les raffineries vont toutes plus ou moins disparaître. Cela se produit dans un contexte de sous-emploi des raffineries dans le monde entier ; en Europe il est prévu l'arrêt de 15 d'entre elles. L'industrie du raffinage n'est pas différente des autres industries, comme l'automobile par exemple qui également souffre d'un sous-emploi général dans tous les pays sauf exception.**

**La fermeture éventuelle des raffineries en France n'est qu'un aspect du désastre industriel que nous connaissons depuis des années. Il n'est pas possible de compter le nombre des industries qui ont disparu plus ou moins: textile, sidérurgie, informatique et bien d'autres encore dont nous n'avons même plus la mémoire.**

**Si la France est devenue un cimetière industriel ce n'est pas du tout par hasard mais par suite de la politique des gouvernements successifs de toutes couleurs apparentes qui ont réellement chassé les industries comme si c'était des ennemies.**

**Cette opération destructrice est particulièrement grave à cause de la nature particulière des activités industrielles. Celles-ci offrent l'avantage d'une très grande diversité des métiers, à la différence des autres activités comme les activités de services. Elles ouvrent en conséquence beaucoup de perspectives à une foule de créateurs ou de salariés et aussi à des sous-traitants eux-mêmes porteurs de divers métiers.**

**Il n'est pas possible que quelqu'un de raisonnable se satisfasse de la perspective de voir la Chine ou d'autres pays devenir fabricants de la plupart des objets de nos de notre vie quotidienne.**

**Ce qui arrive à Dunkerque est donc l'occasion de s'interroger sur la désindustrialisation de la France et de chercher les vraies raisons.**

**Dans cette analyse, il ne faut pas s'arrêter seulement aux phénomènes globaux qui détruisent l'économie française dans son ensemble. Citons dans le désordre les 35 heures, la retraite à 60 ans, le déluge des impôts et des réglementations, l'endettement bien connu, le luxe incroyable des politiques au sommet et leur cupidité. Tous ces phénomènes longuement analysés et dont la population est bien au courant « matraquent » toutes les activités françaises, sans exception, que ce soit celle des services des artisans, des agriculteurs, ou des industries.**

**S'agissant de l'industrie il est utile d'expliquer pour quelles raisons spécifiques la désindustrialisation se produit. Toutes les industries connaissent les mêmes problèmes que les raffineurs, à savoir l'obligation de choisir les meilleurs compte tenu du marché tel qu'il est : pourquoi quittent-elles la France sans que cela s'arrête ?**

**Plusieurs facteurs peuvent être mis en cause.**

**D'abord le code du travail : il compte plus de 2 600 pages, pèse 1 kilo et demi et est réparti en plusieurs tomes. Une foule d'organismes et de personnages prospèrent grâce à ce code. L'effet de leur action et parfois leur objectif est de détruire l'industrie. Bien entendu d'autres professions souffrent de leurs codes particuliers : voir le code de l'urbanisme qui détruit le logement. Mais le cas de l'industrie est particulier puisqu'elle comporte comme indiqué ci-dessus une foule de métiers qui sont tributaires de ce code du travail.**

**Un autre facteur vient de la politique industrielle qui s'incarne depuis très longtemps par un ministre de l'industrie et un caractère volontariste s'exprimant au plus haut niveau. Cette politique industrielle qui change sans cesse au gré du bon plaisir des pouvoirs politiques joue un rôle tout à fait meurtrier vis-à-vis de l'industrie. La catastrophe est ancienne puisque c'est la politique informatique qui a détruit l'industrie informatique française, naguère la première du monde.**

**Étant donné la dimension de certaines industries la tentation du pouvoir politique est de jouer au meccano ; cette ambition flatte l'égo des présidents et des ministres. La tendance est d'autant plus forte qu'il s'ajoute la cupidité des hommes politiques au sommet. Dans la définition de la politique industrielle, les acteurs publics caressent du coin de l'œil les firmes dont ils rêvent de se voir attribuer la présidence ; ces faits sont parfaitement comparables aux oligarques soviétiques qui se sont saisis des grandes firmes étatiques.**

**Vient ensuite le torrent des règlements. Là aussi l'industrie est particulièrement visée avec son extraordinaire diversité. Pour ouvrir la moindre usine le nombre d'autorisations diverses à demander est décourageant.**

**Il existe plus de 6 000 aides à l'industrie soit étatiques, soit venant des collectivités, soit de l'Europe : ce maquis assassine littéralement l'industrie.**

**La suppression totale des aides avec celle de l'impôt sur les sociétés serait la solution.**

**Quand les difficultés arrivent, les remèdes sont encore pire que les difficultés. Lorsque le textile s'écroulait, il avait été créé une taxe pour subventionner le comité de développement et de promotion des industries du textile et de l'habillement, appelé le DEFI ( Développement, Exportation, Formation, Image). Taxe et organisme existent-ils toujours ? Nous ne le savons pas mais c'est bien probable. La Cour des comptes s'était plainte de l'absence de toute stratégie chez ce DEFI, qui se contentait de reconduire les crédits sans jamais rien vérifier ni réfléchir. : « Sa fonction d'intermédiaire n'apporte pas la moindre valeur ajoutée », écrivait-elle. Autrement dit, son prestigieux conseil d'administration dormait du sommeil du juste.**

**Après les organismes viennent les parlottes. Une parlotte avait été commandée par Sarkozy en 2004 à Michel Camdessus. Il s'agissait de sauver le prétendu « modèle français » en recensant les freins à la croissance. Le rapport étant remis à la fin de la parlotte, en automne 2004, et Sarkozy n'étant, selon Jacques Chirac, qu'un « exécutant », il devait en bonne logique en faire profiter son « chef » ! Mais c'eut été trop simple, car toute la France était suspendue à la lutte inutile entre ces deux personnages. Le « chef » a dédaigné le rapport et a commandé tout de suite une autre parlotte à Jean-Louis Beffa. Plus question de freins à la croissance, mais il fallait identifier les secteurs porteurs d'avenir : après les freins, l'accélérateur.**

**Dans l'état de délabrement récemment de nouveau constaté, des « Etats généraux de l'industrie » viennent de se réunir pendant trois mois à très grands frais et la parlotte n'est pas finie puisqu'il est prévu une nouvelle phase de concertation avec les partenaires sociaux et patronaux. Il nous est promis des avantages fiscaux ou des punitions fiscales pour orienter l'industrie dans le sens dans lequel les pouvoirs publics veulent l'orienter au mépris des libres choix du marché.**

**Dans tout ce scénario les trop nombreux et inutiles ministres jouent un rôle majeur par leurs multiples et contradictoires actions ; c'est pour cela que l'on peut dire qu'ils « chassent » en meute les industries. Parmi eux s'illustre Monsieur Jean-Louis Borloo qui pour son bon plaisir écologique ne cesse de dresser ces obstacles sur le fonctionnement de toutes les industries en France. Le dernier en date est la taxe carbone qui est un vrai missile.**

**Parmi eux se trouve le ministre de l'industrie, Christian Estrosi. Avouant franchement le désastre il fait savoir maintenant qu'il faut préparer une nouvelle stratégie industrielle pour arrêter puis inverser le mouvement de désindustrialisation. Il se vante en particulier de ce que les Etats généraux aient mobilisé 5000 participants dans toute la France ; le coût réel d'une telle parlotte avec les impôts correspondants ne sera jamais évalué ; personne ne peut penser qu'une cérémonie aussi ridicule puisse remplacer la dynamique d'investissements privés dans la liberté fiscale et sociale.**

**Monsieur Estrosi veut inverser le mouvement.**

**Le moyen est connu : donner aux industriels la liberté et supprimer les innombrables lacets qui les étranglent.**

**Michel de Poncins**

---

## **REVUE DE PRESSE**

### **VILLEPIN**

**Nous n'avons pas encore parler de ce procès ridicule et honteux qui oppose Villepin à Sarkozy. Villepin a gagné la première manche, étant innocenté, mais le parquet a fait appel tout le monde sachant bien que c'est sur instruction de l'Élysée.**

**Toute la presse dit que l'espoir de Villepin est en fait de se présenter en 2012 contre Sarkozy. Le drame c'est que tous les deux sont sur la même longueur d'ondes et parfaitement interchangeables, c'est-à-dire qu'ils n'offrent aucun espoir de libérer le peuple français de la chape de plomb qui l'étrangle.**

**C'est donc bien uniquement une bataille pour le butin de la République Fromagère dans laquelle ils sont largement poussés par leur propre entourage chacun espérant y gagner richesse et pouvoir.**

### **JUSTICE**

**La justice qui est rendue dans notre pays souffre de délais complètement ridicules et les pauvres n'y ont pas accès.**

**Au même moment les prisons sont dans un état absolument lamentable et débordent de prisonniers en particulier venant de l'étranger.**

**C'est le moment où la presse nous apprend qu'en 2009 il y eu plus de 200 000 gardes à vue pour infractions routières. Quel que soit le danger de ces infractions, on ne nous enlèvera pas l'idée qu'il y aurait des moyens différents de les traiter que d'encombrer les gardes à vue de ces délinquants.**

---

## BREVES ET LONGUES

### GRIPPE H1N1

**Le monde entier se moque de la gestion de ce problème par la France qui a commandé 10 % du total des vaccins commandés et de même pour le Tamiflu. Au même moment un grand nombre d'informations parviennent sur les liens évidents de l'OMS avec les grands laboratoires qui rémunèrent beaucoup des soi-disant experts de cette bureaucratie. Les déclarations selon lesquelles il n'y aurait pas de corruption n'ont guère de valeur. L'OMS comme tous les dinosaures internationaux ne tourne-elle finalement que pour son personnel au détriment de ses objectifs officiels ? Pourquoi pas ?**

**Bernard Debré met à juste titre en cause le principe de précaution. Il dit dans le Cri du contribuable : « Tout cela relève du fameux principe de précaution. Son inscription dans la constitution est terrifiante pour les médecins, terrifiante pour les chercheurs, terrifiante pour tout le monde »**

### POLITIQUE DE LA VILLE

**Pour la vingtième fois en trente ans, le gouvernement va repenser la politique de la Ville.**

**Elle a coûté 50 milliards d'euros de 1989 à 2002 ; de 2003 à 2012, le pan Borloo lui consacre 40 milliards de plus.**

**L'argent se perd avec 15 000 associations avaries de subventions.**

**L'insécurité ne cesse de s'empirer : bandes armées, drogue, braquages, tirs à l'arme de guerre, etc.**

**En vingt ans, il y eut 19 ministres de la ville !**

---

## DOCUMENTS

**Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.**

**Crise du logement : ce qu'on ne dit pas**



**Emmanuel Martin - Le 1er février 2010. La fondation Abbé Pierre a publié ce 1er février son rapport sur l'état du mal-logement en France\*. L'association caritative y dénonce l'inaction des pouvoirs publics face à la crise du logement, et appelle à « réguler le fonctionnement des marchés du logement ».**

Réglementations supplémentaires, subventions supplémentaires (au financement par les ménages et à la construction sociale), « droits » supplémentaires seraient la solution à ce réel problème : « l'intervention publique s'est toujours révélée indispensable (...) pour lutter contre les dysfonctionnements dans le domaine du logement. »

Pourtant, à l'analyse, cette position se révèle très discutable. Elle demande en effet toujours plus de réglementations plutôt que de considérer les effets pervers ... des réglementations déjà en place. Elle part de l'a priori très à la mode, surtout depuis les inepties largement répandues sur les origines de la crise économique, que les marchés fonctionnent mal par définition. Il est vrai que les marchés ne fonctionnent pas de manière parfaite : il y a des ajustements, des erreurs et des corrections. Mais en moyenne cela ne marche pas si mal dans un cadre réglementaire intelligent. Cependant, lorsque, contrairement à toute logique, les marchés échouent durablement à coordonner les besoins des uns avec les capacités des autres, c'est qu'il y a une raison : on les empêche tout simplement de le faire par des réglementations inhibitrices.

Le marché du logement est un exemple symptomatique où des réglementations mal pensées perturbent les ajustements entre l'offre et la demande. La hausse du coût du logement est en effet fortement liée à l'activité réglementaire du foncier. Sur la décennie qui a précédé la crise, le prix du terrain constructible a été en gros multiplié par six. Alors que naturellement les terrains ne sont pas rares, c'est la politique foncière qui crée artificiellement la rareté et fait flamber les prix. Sous les recommandations de planificateurs urbanistes et les pressions de certains écologistes, l'offre de terrains constructibles a été restreinte : peut-on réellement blâmer le marché si son offre est rationnée politiquement ? L'économiste de l'urbanisme Vincent Bénard\*\* estime par exemple avant la crise (sur l'année 2005) à un tiers cette hausse artificielle du prix directement imputable à la restriction, décidée par le politique, du foncier constructible.

En effet, les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes sont censés planifier des années à l'avance la demande de logements de la commune, ce qui est une tâche évidemment impossible et qui gèle l'offre pendant des années, empêchant l'adaptation à la demande. Par ailleurs, alors que certaines petites communes pouvaient encore avoir une marge de manœuvre et exercer une espèce de concurrence, les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) au niveau de plusieurs communes ont encore accru le poids du carcan réglementaire et raréfié d'autant l'offre. Il serait plus rationnel et efficace de libérer le foncier, en protégeant uniquement les zones sensibles (et en indemnisant leurs propriétaires), et en faisant respecter des règles raisonnables de construction ailleurs.

Mais les bureaucraties publiques qui vivent de la production de cette activité réglementaire n'ont évidemment aucun intérêt à cette libération du foncier. Mais surtout, sans parler de la corruption dans certaines mairies, les maires doivent choyer un électorat souvent récalcitrant à l'arrivée de nouvelles populations : c'est la logique du snob zoning. Se pose alors ici un problème sérieux de démocratie.

Cette libération du foncier permettrait une baisse des prix et un accroissement naturel de l'offre qui se répercuterait en baisse des loyers dans le locatif, où d'autres réglementations vont à l'encontre de la facilité à se loger. Le législateur a voulu par exemple protéger une

**minorité de mauvais payeurs, et a institué l'impossibilité d'expulser de novembre à mars. Les associations telles que la fondation Abbé Pierre s'en félicitent, sans réaliser que cette impossibilité, si elle a protégé une minorité, a en réalité fragilisé une majorité de locataires modestes. On a en effet créé un coût potentiel pour les propriétaires qui doivent alors s'assurer contre les mauvais payeurs en demandant des garanties de plus en plus strictes aux candidats à la location, ce qui empêche une part non négligeable de gens modestes de pouvoir louer. Inutile de préciser les inégalités flagrantes qu'a générées cette législation. Par ailleurs, encadrer l'évolution des loyers, après la signature du bail, avec des indices (construction, puis inflation) empêche effectivement les prix (loyers) de refléter correctement la rareté, c'est à dire la demande relative en locatif. Il y a évidemment des rattrapages de loyer entre deux locataires, mais autant dire, du fait de l'incertitude induite pour les propriétaires, que l'investissement est alors plus timide. Enfin, toutes les carottes fiscales (Robien, Scellier) ne font que distordre encore plus le marché en encourageant à investir ... mais pas en fonction de la demande réelle, donc pas là où il le faut. Quitte à vouloir favoriser le logement des plus modestes, autant que la puissance publique fournisse des « chèques-logement » : leur effet distordant sur le marché sera minimum.**

**Effectivement, comme le souligne la fondation, « les politiques ne doivent (...) pas seulement s'attacher à apporter des réponses ponctuelles et limitées à divers dysfonctionnements, mais permettre de traiter les causes profondes de la crise du logement ». Mais les causes profondes ne sont sans doute pas celles envisagées par la fondation : elles sont bien plus à chercher du côté des obstacles que l'on met délibérément, avec la main sur le cœur, au fonctionnement du marché du logement. Il est temps que les associations caritatives et les politiques prennent conscience des effets pervers des réglementations qu'ils ont soutenues par le passé et qui ont créé les problèmes d'aujourd'hui. Il faut remettre les choses à plat, simplifier les réglementations : libérer le marché immobilier pour qu'il fonctionne enfin de manière saine et puisse répondre aux besoins de logement.**

**Emmanuel Martin est analyste sur [www.UnMondeLibre.org](http://www.UnMondeLibre.org).**

**\* Disponible ici.**

**\*\* On lira avec profit son ouvrage éclairant : Crise publique, remèdes privés, Romillat 2007.**

---